

# JEUNE AFRIQUE

Toute l'actualité africaine en continu

MALI

## Mali : au Nord, la mosaïque des acteurs complique la crise

16/02/2015 à 09:04 Par Rémi Carayol



Un combattant du Mouvement national de libération de l'Azawad, à Kidal. © Sylvain Cherkaoui/Cosmos

**Incapable de tenir le septentrion, l'armée a déserté les villes de la zone et a laissé milices et trafiquants faire régner leur loi. Une multiplication d'acteurs qui complique les négociations entre les partisans d'un pays unifié et les irrédentistes.**

Qui a tué Aroudeiny Ag Hamatou, le maire d'Anderamboukane, tombé dans une embuscade le 1er janvier près de

Ménaka ? Dans la ville qui l'avait élu, à l'extrême nord-est du pays, près de la frontière avec le Niger, tous les regards se tournent vers le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA). Ce n'était en effet plus un secret pour personne : Ag Hamatou était décidé à se débarrasser des rebelles qui contrôlent la localité depuis plusieurs mois.

Ce même MNLA qui, le 26 janvier, a perdu l'un des siens, bien plus au nord, dans un autre assassinat ciblé. Ce jour-là, Baye Ag Hamdi, un notable de Tessalit qui avait rejoint les rangs du mouvement indépendantiste après avoir siégé à l'Assemblée nationale, à Bamako, sous les couleurs de l'Alliance pour la démocratie au Mali (Adema), a été criblé de balles. Une katiba d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) a revendiqué début février l'opération contre celui qu'elle accuse d'avoir collaboré avec les forces françaises.

"Tout ceci est très inquiétant, soupire Aïcha Belco Maïga. Aujourd'hui, on ne sait plus qui est qui, ni qui fait quoi. Tout le monde est armé. Et tout le monde a peur." Alors que les "vendettas" se multiplient, Maïga croit à la théorie - en cours à Bamako - d'"escadrons de la mort" qui cibleraient leurs victimes. Mais des escadrons qui viendraient de toutes parts : jihadistes comme irrédentistes ou loyalistes. Elle se dit parfois qu'elle est peut-être la prochaine sur la liste. Comme Ag Hamatou, elle est une adversaire déterminée des indépendantistes.

### Règlement de comptes ?

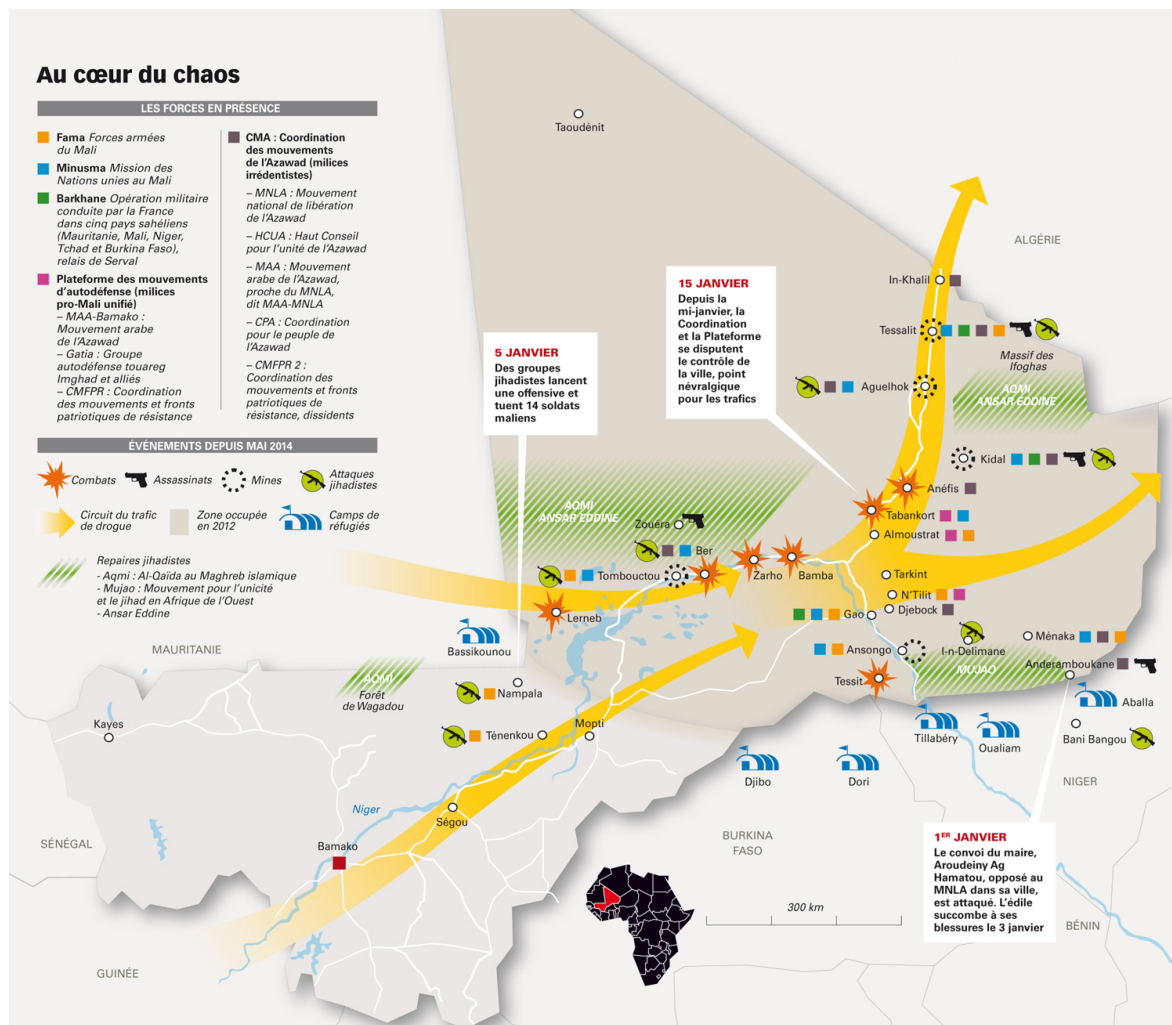
Personne n'est à l'abri, pas même dans la capitale. Le 26 janvier, le jour même où Ag Hamdi perdait la vie, le général Mohamed Abderrahmane Ould Meydou échappait à une tentative d'assassinat à Bamako. Cet Arabe aux connexions troubles est l'un des rares officiers de l'armée malienne à avoir

résisté aux assauts des rebelles en 2012 et à jouir, depuis, d'une belle renommée. Une source au coeur du dispositif sécuritaire malien évoque l'hypothèse d'un règlement de comptes : "On en a enregistré un certain nombre ces derniers temps, surtout au sein de la communauté arabe."

"C'est pire qu'en 2012, glisse un habitant de Bourem. À l'époque, on savait à qui on avait affaire. Mais aujourd'hui, qui peut dire à quel groupe appartient l'homme en armes que l'on croise sur la route ?" Il en a toujours été ainsi dans ce Nord désertique où les certitudes ont bien souvent la durée de vie d'un mirage et où les alliances sont aussi mouvantes que les dunes de sable. Mais ça l'est plus encore depuis la débâcle de l'armée malienne à Kidal. C'était il y a huit mois, le 21 mai. Quatre jours plus tôt, la visite du Premier ministre d'alors, Moussa Mara, avait mis le feu aux poudres. En quelques heures, une grande partie des localités que l'armée avait réinvesties dans le sillon des Français début 2013 étaient abandonnées aux rebelles.

Depuis, les Forces armées du Mali (Fama), paralysées par un cessez-le-feu obtenu le 24 mai par le président mauritanien, Mohamed Ould Abdelaziz, sont absentes d'une grande partie du septentrion. Elles ont déserté Kidal, le fief des rebelles, ainsi qu'un grand nombre de localités situées au nord du fleuve Niger et dont certaines revêtent une importance stratégique : Ber, Djebok, Anéfis, Aguelhok, Tabankort... À Tessalit et à Ménaka, les soldats maliens sont là, mais ils ne peuvent sortir du camp où ils sont cantonnés. Les seules villes du Nord dans lesquelles l'armée est en mesure de jouer un rôle sont Tombouctou, Gao, Ansongo et Bourem. Quant aux immenses étendues désertiques, elle n'y a toujours pas mis les pieds.

*Cliquez sur l'image pour agrandir*



## Des Peuls ont annoncé la création du Front de libération du Macina

Ce vide a profité aux rebelles et aux trafiquants qui, après avoir réduit la voilure, sont réapparus et auxquels "le Nord est abandonné", admet une source sécuritaire. Mais aussi aux apprentis sorciers, qui ont poussé les communautés à s'organiser en milices. Récemment, des Peuls ont annoncé la création du Front de libération du Macina, un groupe armé aux objectifs flous. Le gouvernement lui-même s'y est risqué : pour ne pas laisser les groupes rebelles imposer leur loi dans les territoires abandonnés par ses troupes, Bamako a orchestré l'émergence du Groupe autodéfense touareg imghad et alliés (Gatia).

### >> Lire aussi : la Minusma face au MNLA... et au Gatia

Le pouvoir a également œuvré à la scission du Mouvement arabe de l'Azawad (MAA), aujourd'hui disloqué en deux branches. La première, baptisée MAA-Bamako, soutient l'intégrité territoriale du pays. Elle est dirigée par des hommes qui ont leurs entrées dans les ministères et se bat aux côtés du Gatia et des milices dites sédentaires (Ganda Koy et Ganda Izo). La seconde, surnommée MAA-MNLA, défend l'autonomie de l'Azawad et a passé une alliance avec les rebelles touaregs. "Ibrahim Boubacar Keïta [IBK] a ressuscité les méthodes employées par Amadou Toumani Touré [ATT] dans les années 2000, note un diplomate. On sait pourtant ce que ça a donné : des rancoeurs profondes entre les différentes communautés et une incontrôlable dissémination des armes."

Depuis plusieurs mois, des combats opposent ces deux camps dans le Nord. D'un côté, la Plateforme

des mouvements d'autodéfense - qui regroupe le Gatia, le MAA-Bamako et les "sédentaires" - souvent qualifiée de "loyaliste". De l'autre, la Coordination des mouvements de l'Azawad, irrédentiste - qui réunit le MNLA, le MAA-MNLA et le Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA). Depuis le mois de juillet, la Coordination et la Plateforme se disputent dans le sang des localités stratégiques. Selon un officier français, "il s'agit pour eux de contrôler le plus de villes possible avant que les négociations ne reprennent à Alger, afin d'être en position de force".

### **Des frontières très poreuses**

Mais un autre paramètre entre en jeu : le contrôle des routes des trafics, de drogue notamment. Comme l'explique un diplomate européen en poste à Bamako, "les frontières entre ces groupes armés et les trafiquants sont extrêmement poreuses. Ce n'est pas un hasard si les deux villes les plus disputées sont Ber et Tabankort, deux passages obligés pour les trafiquants". Il est de notoriété publique que les deux MAA sont financés par des commerçants arabes ayant la main sur ces trafics. Les groupes touaregs n'y sont pas non plus étrangers. Les hommes du général imghad El Hadj Ag Gamou, qui composent aujourd'hui le Gatia, étaient déjà soupçonnés d'y participer sous ATT.

De même, il existe des passerelles entre ces milices et les groupes jihadistes. Le HCUA regroupe des anciens d'Ansar Eddine, le mouvement d'Iyad Ag Ghali, et les liens entre les chefs de ces entités, quoique distendus, n'ont jamais été rompus. Quant aux hommes jadis affiliés au Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), combattants ou commerçants, beaucoup se sont recyclés au sein des deux MAA. "La reconquête du Nord n'a rien modifié dans le fond, explique une source onusienne. Les alliances nouées en 2012, et même avant, sont toujours valables, même si elles peuvent changer de forme."



L'armée malienne combat les jihadistes dans les rues de Gao, en février 2013.

© Joe Penney/Reuters

Après avoir courbé l'échine et perdu nombre de ses combattants et même de ses chefs sous le feu des militaires français en 2013, les groupes jihadistes ont eux aussi refait surface, profitant du retrait progressif des troupes françaises. En près de huit mois, l'ONU a recensé une quarantaine d'attaques

contre les Casques bleus : pose de mines, attentats-suicides, tirs de mortier... Une stratégie de harcèlement qui a occasionné de nombreuses pertes. Début janvier, les jihadistes, visiblement requinqués, ont placé la barre un peu plus haut encore en se rapprochant de Bamako et en ciblant les Fama. Le 5, ils ont attaqué la ville de Nampala et tué 14 soldats. Le 8 et le 16, ils ont lancé deux assauts sur Ténenkou, tout près de Mopti, tuant une dizaine de soldats. Pour la première fois, ils sont descendus en deçà des territoires qu'ils avaient conquis en 2012...

Dans ce contexte où il est impossible de savoir qui est avec qui, et où l'on négocie avec des groupes eux-mêmes alliés à des éléments terroristes, la Mission des Nations unies au Mali (Minusma) se trouve dans une situation délicate, surtout depuis qu'elle a fait feu, le 21 janvier, sur des éléments de la Coordination qui s'apprêtaient à lancer l'assaut sur la ville de Tabankort, tenue depuis des mois par la Plateforme (pro-Bamako).

Contre toute évidence, **les deux camps accusent les Casques bleus d'avoir pris fait et cause pour l'adversaire**. "C'est assez injuste, remarque un chercheur spécialiste du Sahel. Au moment où la Minusma décide enfin de remplir sa mission et d'utiliser la force pour assurer la sécurité des civils - ce que tout le monde lui demandait depuis longtemps -, elle est critiquée de toutes parts."

Quant aux négociateurs, ils peinent. Quatre rounds de pourparlers ont déjà eu lieu à Alger. Le cinquième est censé débiter dans les prochains jours. Mais les combats risquent de compliquer leur tâche. La multiplication des interlocuteurs est un problème depuis le début. "On n'a toujours pas tranché la question de savoir qui est admis à négocier et qui ne l'est pas, constate un acteur de la médiation. Et le problème se pose à chaque fois qu'un nouveau groupe voit le jour." Pour résumer l'impasse actuelle, un autre acteur de la médiation se contente de citer les groupes rebelles : "Ils nous répètent tout le temps qu'ils s'occuperont des terroristes lorsque la menace principale aura disparu. Or pour eux, la menace principale, c'est le Mali."



Ibrahim Boubacar Keïta à Gao, le 29 janvier 2015. © DR

À Bamako, les autorités ont l'oeil rivé sur la forêt de Wagadou, près de la frontière mauritanienne, à quelques heures de route de la capitale. "L'armée envisage d'y envoyer des hommes pour une opération de ratissage", indique une source diplomatique. C'est de là, semble-t-il, que plusieurs attaques jihadistes ont été lancées ces dernières semaines, notamment contre les villes de Nampala (5 janvier) et de Ténenkou (8, puis 16 janvier).

En mars 2014, les forces maliennes, mauritaniennes et françaises y avaient conjointement mené une opération, mais, selon plusieurs sources sécuritaires, Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) y conserverait une base de repli. Un autre groupe jihadiste, Ansar Eddine, disposerait lui aussi de repaires dans la région.

---

Tous droits de reproduction et de représentation